

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 02/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



AIR LIQUIDE

ZI du Malambas
57280 Hauconcourt

Références : HAUCONCOURT_ALFI_2022-05-02_RAPVI_RPK_23875

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2022 dans l'établissement AIR LIQUIDE implanté ZI du Malambas 57280 Hauconcourt. L'inspection a été annoncée le 21/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre d'un exercice incendie organisé par l'exploitant en lien avec le SDIS, avec activation du Plan d'Opération Interne (POI) de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE
- ZI du Malambas 57280 Hauconcourt
- Code AIOT dans GUN : 0006201347
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED - MTD

La Société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI) exploite des installations de remplissage de gaz en bouteilles (azote, oxygène, argon, dioxyde de carbone et hélium), des installations de stockage de gaz en bouteilles et cadres (acétylène, ammoniac, hydrogène, gaz inflammables liquéfiés) et des installations de fabrication de glace carbonique, réalise des épreuves et l'entretien de bouteilles de gaz, stocke et livre des gaz en bouteille et effectue du transit de bouteilles d'acétylène sur le territoire de la commune d'Hauconcourt. Le site d'exploitation est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2005-AG/2-8 du 07 janvier 2005 modifié.

L'établissement est classé SEVESO seuil bas, en raison de la quantité d'acétylène (13,8 t) présente dans l'établissement qui est supérieure au seuil fixé (5 t) à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Exercice incendie ;
- POI.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Exercice	Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article VIII-1	/	/
Plan de secours	Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article VIII-4-2	/	/
Consignes	Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article VIII-2	/	/
Formation	Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article VIII-3	/	/
Mise en oeuvre du POI	POI- révision 6 du 01/11/2020,	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate un bon déroulement global de l'exercice, avec notamment :

- une bonne coordination de l'exploitant avec les moyens de secours ;
- une bonne maîtrise des procédures d'alerte et de mise en oeuvre du plan d'opération interne (POI) par les agents de l'exploitant.

Des pistes d'améliorations mineures ont été évoquées et doivent être étudiées par l'exploitant pour une mise à jour du POI : l'inspection demande à l'exploitant de compléter le POI, suite aux demandes de précisions de données techniques, sous un délai de 2 mois..

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Exercice

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article VIII-1
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice
Prescription contrôlée : Des exercices périodiques doivent être réalisés en collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours. L'Inspection des Installations Classées est informée de la date de réalisation de ces exercices.
Constats : Vu l'exercice incendie réalisé avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours en présence d'un représentant de l'Inspection des Installations Classées : sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article VIII-4-2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de secours
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne définissant les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan, complété par l'avis du CHSCT s'il existe, est transmis à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours, au SIRACEDPC (Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Économiques de Défense et de la Protection Civile) et à l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Le préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.</p> <p>Les actualisations de ce plan sont adressées au plus tard tous les 3 ans à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours, au SIRACEDPC et à l'Inspection des Installations Classées.</p>
Constats : Vu le Plan d'Opération Interne / révision 6 applicable à partir du 01/11/2020 : sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article VIII-2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
<p>Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien ...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : Vu le POI, les consignes de fonctionnement et les affichages de sécurité sur site : sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : formation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article VIII-3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident, et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Une formation au risque toxique est notamment mise en place. Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition du personnel. Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.
Constats : Vu le plan de formation, les CR de formation 2021 et les équipements de secours disponibles (utilisés lors de l'exercice) : sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en oeuvre du POI

Référence réglementaire : POI – révision 6 du 01/11/2020
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Procédures prévues au POI
Constats : L'inspection a constaté une bonne mise en œuvre des mesures prévues par le POI et une bonne collaboration avec les services du SDIS. Des compléments au POI et des pistes d'amélioration ont été proposées par le SDIS et l'inspection suite à l'exercice.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de compléter le POI, suite aux demandes de précisions de données techniques, sous un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet